

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BLOC UNI POUR LA RENAISSANCE ET L'EMERGENCE DU CONGO



Autorité Morale

**DISCOURS D'OUVERTURE ET D'ORIENTATION DE L'AUTORITE
MORALE, L'HONORABLE Julien PALUKU KAHONGYA A
L'OCCASION DU PREMIER CONGRES DU BUREC.-**

Goma, le 13 Novembre 2015

- Distingués Invités, à vos qualités et titres respectifs ;
- Mesdames et Messieurs, chers Congressistes et très respectueux Camarades ;

Acceptez que je m'acquitte, d'emblée, d'un devoir, celui de vous remercier, au nom de ma famille politique et au mien propre, pour avoir, malgré vos multiples occupations, répondu nombreux à l'invitation vous adressée en vue de rehausser de votre présence la cérémonie d'ouverture du tout premier congrès du Bloc Uni pour la Renaissance et l'Émergence du Congo, BUREC en sigle, cérémonie qui se tient à Goma en Province du Nord-Kivu. Chose qui me fait pleinement plaisir et joie.

Ils sont nombreux à se demander pourquoi un Parti politique qui se veut national a porté le choix sur Goma pour héberger une rencontre d'un si suprême organe de facture nationale, à savoir son tout premier Congrès. La réponse est toute simple :

Le choix du Nord-Kivu a été dicté par plusieurs raisons:

D'abord parce que depuis sa création le BUREC a pris l'option d'organiser ses grands événements à l'intérieur de la RDC afin que ses membres connaissent les réalités du Congo profond. C'est ainsi que le 1^{er} anniversaire a été organisé à Kinshasa, en janvier 2013, siège des Institutions pour permettre à ses membres de vivre les réalités de leur capitale.

Aussitôt après, c'était le tour de Kisangani qui a accueilli les manifestations du 2^{ème} anniversaire en janvier 2014. Cette capitale de la Province de la Tshopo reconnue comme Ville martyre est également celle où on a noté, dans les

années avant l'indépendance, la présence remarquée de Stanley et du Premier Héros national Patrice Emery LUMUMBA.

Le 3^{ème} anniversaire a été, quant à lui, organisé en janvier 2015 à Kikwit pour permettre aux membres du Parti de connaître davantage le Bandundu d'où est sorti la bonne partie d'hommes politiques qui ont combattu aux côtés de Lumumba afin d'inspirer davantage le BUREC. C'est le cas du Patriarche GIZENGA témoins vivant de la lutte héroïque menée par nos aïeux pour obtenir la souveraineté nationale et internationale.

C'est cette quête de faire découvrir à ses membres le Congo profond qui coïncide avec le tour du Nord-Kivu à travers l'organisation du tout premier Congrès dans l'histoire politique du BUREC.

Comme d'aucuns le savent, Le Nord-Kivu est gangrené, depuis plus de 20 ans, par ce qu'il convient d'appeler « *le virus de la guerre* » avec des conséquences fâcheuses sur le vécu quotidien de sa population.

Avec l'histoire récente des guerres contre les groupes armés locaux et étrangers, le BUREC, en organisant ce Congrès dans cette autre Province martyre, compatit ainsi avec toutes ces populations meurtries particulièrement celles de BENI confrontées depuis plus d'une année maintenant à une guerre asymétrique lui imposée par les Jihadistes appelés ADF. Pour toutes ces victimes auxquelles il faut ajouter celles d'autres territoires de cette Province, je vous invite à observer une minute de silence en leur mémoire. (MERCI !)

Aussi, sur un autre terrain tout à fait rose, le BUREC a-t-il choisi le Nord-Kivu pour que les camarades disséminés à travers le pays et le monde viennent découvrir cette capitale touristique de la RDC avec ses volcans éteints et actifs, son Lac Kivu, son Parc National des VIRUNGA qui est le premier parc créé en Afrique en 1925.

Par ailleurs le BUREC a-t-il choisi le Nord-Kivu pour que ses membres redécouvrent ce grenier agricole de la RDC avec ses fermes verdoyantes dans les encablures de Masisi afin qu'au retour, chacun devienne ce défenseur attitré du Nord-Kivu qui a besoin de la paix pour que le dynamisme de sa population serve davantage à l'émergence de la RDC toute entière.

C'est dans ce cadre qu'il convient de remercier le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Joseph KABILA KABANGE et son Gouvernement qui ne ménagent aucun effort afin que cette partie de la République recouvre définitivement sa paix.

C'est aussi dans ce souci de renforcer le plaidoyer multiforme en faveur d'une paix durable au Nord Kivu que le BUREC a invité à ce Congrès d'autres partenaires politiques et sociaux en vue de former ensemble un Bloc comme les initiales du Parti le renseignent. Un bloc uni pour porter les cris de cœurs des fils et filles du Nord-Kivu en haut lieu.

A ce sujet, le BUREC a l'honneur d'accueillir à Goma les délégations ci- après qu'ensemble nous allons frénétiquement ovationné pour avoir abandonné leurs occupations en prenant ce que les autres appellent le risque de venir dans une Province en guerre.

Il s'agit de :

1. La délégation de l'AFDC conduite par son Président National *ai*, l'honorable Placide TSHISUMPA ;
2. La délégation de la COFEDEC conduite par son Président National, l'Honorable Venant TSHIPASA ;
3. La délégation de ADH conduite par son Président National Jean-Claude BAENDE qui vient d'arriver de la Province de l'Equateur où il est allé présenter le Commissaire Spécial issu de son parti ;
4. La délégation du PPRD conduite par Madame Micheline KULUMBA, Secrétaire Générale Adjointe ;
5. La délégation du NRJ conduite par son délégué principal Mr Joseph BANGAKIA.

Tous les autres partis se sont fait représenter par nombreux délégués provinciaux à qui je demande de se mettre debout pour recevoir les ovations de l'Assemblée.

C'est ici aussi l'occasion de saluer le Chef des Institutions Provinciales du Nord-Kivu. Je pense ici au Président de l'Assemblée Provinciale et aux Honorables Députés. Je pense également aux Membres du Gouvernement Provincial du Nord-Kivu.

À part les délégations politiques, on note également les représentants de la FEC, des banques, de la société civile ainsi que d'autres organisations citoyennes à qui nous demandons de recevoir les ovations de la salle.

Aussi, convient-il de saluer la présence de tous ces héros dans l'ombre qui croient en notre rêve de la renaissance et de l'émergence du Congo. Je leur dis merci pour les soutiens matériels et financiers ainsi que leurs sages et clairvoyants conseils.

Je salue, même si cela a déjà été fait, la présence de tous les camarades, militantes et militants, les sympathisants du BUREC car grâce à vous nous regardons l'avenir avec confiance et espoir de vaincre les obstacles présents et à venir.

Chers Camarades, vous êtes les pionniers de ce long, difficile mais noble voyage, qui mènera inmanquablement notre pays, dans l'unité, vers un avenir de paix, de prospérité et d'émergence. Grâce à vous, le rêve fait du chemin. Vous avez d'abord bataillé très dur pour accoucher dans la douleur ce jeune mais ambitieux Parti. Malgré le jeune âge, c'est aussi grâce à vous que nous comptons aujourd'hui les structures fonctionnelles du BUREC dans toutes les anciennes 11 Provinces de notre pays et dans plusieurs pays à travers le monde.

Je n'oublie pas nos amis de la presse, qui ont accompagné et qui accompagnent, avec un œil critique, chaque pas dans la réalisation de notre rêve. C'est cette volonté inébranlable de participer en tant qu'acteur dont vous avez fait montre, qui nous a permis de nous faire connaître dans plusieurs milieux. C'est aussi grâce à vous que le message et la lutte de notre Parti atteignent quotidiennement les nombreux foyers congolais à travers le pays et à travers le monde. Témoins de tous les combats dans notre pays, votre présence nous est nécessaire pour donner un fidèle écho à nos travaux.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités ;

Après ce bref tour d'horizon, je voudrais vous remercier encore une fois vous tous pour avoir fait le déplacement de Goma et honorer les manifestations marquant le premier Congrès dans l'histoire politique du BUREC, Parti politique congolais créé après les élections de 2011.

En effet, c'est au regard de tout ce que les membres fondateurs du BUREC ont observé dans le microcosme politique congolais qu'en décembre 2011 ils se sont organisés pour créer ce Parti en adoptant ses statuts et en sollicitant ainsi sa reconnaissance par le Ministère ayant les affaires intérieures dans ses attributions. Cela a été fait et le 14 janvier 2012 le BUREC a été reconnu officiellement pour fonctionner en RDC.

Le BUREC en sa qualité de Parti de Gauche est de la social-démocratie et sa doctrine est fondée sur les valeurs que sont la paix, l'unité, l'égalité, la solidarité, la liberté, la dignité et la justice sociale. Le changement des mentalités consacre pour le BUREC la transparence dans la gestion où les discours sur la bonne gouvernance ne doivent pas être compris comme l'expression des simples slogans mais un mode de vie où chacun apprend à vivre de son salaire pour ceux qui ont un emploi et à mettre en commun le reste pour le bien de tous.

Voilà pourquoi le BUREC proclame la vision prospective de la gestion de notre pays avec comme cheval de bataille le combat contre l'immédiateté, contre la recherche du gain facile et contre les privilèges sans commune mesure.

C'est ainsi que le BUREC s'attache en particulier aux principaux aspects de la bonne gouvernance, à savoir :

- La transparence ;
- L'efficience et l'efficacité ;
- La réceptivité c'est à dire tenir compte des attentes de la société civile lorsqu'elles définissent l'intérêt général ;
- La prospective c'est à dire anticiper les problèmes à partir des données disponibles ;
- La primauté du droit.

Mesdames et Messieurs, Distingués Invités ;

A des occasions comme celle-ci le BUREC a toujours partagé ses réflexions pour sortir des aspects purement protocolaires et permettre ainsi aux acteurs politiques du pays d'être mis au parfum de ce qui couve en son sein.

Voilà pourquoi l'analyse partagée ce jour concernera aussi bien les questions de gouvernance que celles qui font l'actualité dans le microcosme politique congolais.

En effet, notre pays aura connu plusieurs manœuvres de déstabilisation dans sa partie Est où un terrorisme, une des formes extrêmes de l'intolérance humaine, s'active depuis un temps à l'instar de ce qui se passe au Mali, au Kenya, en Somalie, au Nigeria, en Europe, aux USA ou en Asie où des attentats, des prises d'otages, des exécutions sommaires sont récurrents et ainsi faire des victimes aussi nombreuses qu'innocentes en dépit des louables efforts déployés. Y faire collectivement face s'impose à nous tous, à la fois comme une obligation morale et comme la seule stratégie efficace, si nous voulons éradiquer surement cette barbarie.

Même si les forces du mal ont déjà endeuillé de nombreuses familles et déstabilisé par endroit le mode de vie de nos populations, il faut se féliciter de ce que nos forces de sécurité et de défense ont jusqu'ici, par leur vaillance et sens du sacrifice, épargné à notre pays grâce au génie de Joseph KABILA KABANGE de sombrer dans le chaos.

Au regard de la situation politique et sécuritaire que notre pays a traversée et surtout cette sorte de folie meurtrière dans laquelle certains compatriotes appuyés par des forces obscures ont engagé la RDC, le BUREC qui traduit un bloc uni ne peut que veiller sur l'unité du pays en tant qu'Etat laïc, social, démocratique, fort et prospère.

C'est le sens que le BUREC accorde au Président Joseph KABILA quand on voit les privations qu'il subit jour et nuit pour mettre sa jeunesse au service de la recherche de la paix. Si tous les autres acteurs politiques faisaient les mêmes privations y compris ceux qui l'ont précédé et leurs collaborateurs, on aurait reculé davantage le mur de la pauvreté.

A ce sujet, Antoine GHONDA n'avait-il pas écrit, je cite « *il faut être ennemi du progrès pour ne pas féliciter celui qui est la tête et qui donne l'impulsion à tout le corps ; il faut vraiment faire semblant de vivre sur le sol congolais pour dire que rien n'a été fait et que Joseph KABILA a échoué !...* »

Nous ne devons donc pas claironner à longueur de journées sur les présumés échecs des autres sans la moindre reconnaissance des sacrifices consentis par ceux qui font de la RDC un pays Uni et indivisible.

C'est aussi cela la dialectique que soulève souvent le BUREC et qui suscite moult réactions de la part de ceux dont la politique est de ne voir le mal que chez autrui.

Qui oublie par exemple qu'en 2001, le pays avait un taux d'inflation de 500% et une dette extérieure de 14 milliards qui n'est pas le fait de la gouvernance actuelle ?

Qui oublie que malgré cela, il y a lieu de noter qu'à ce jour, un congolais peut quitter par véhicule le Congo Central jusqu'au Kasai et partant à Lubumbashi ; il peut partir de BOMA à GOMA via Kinshasa en passant par Lubumbashi, Kindu, Bukavu, Goma et bientôt Butembo-Beni en route vers Bunia-Isiro-Kisangani-Mbandaka en vue de rejoindre le vent qui souffle à partir de Mbuji-Mayi, Kananga d'où on entend les hurlements des eaux de Katende grâce à ce que j'appelle « *une stratégie d'encerclement* » de Joseph KABILA.

Mais je sais qu'ils sont nombreux à dire qu'on ne mange pas les infrastructures routières ou aéroportuaires. Mais de façon objective, nous devons reconnaître que sans les routes, nous avons difficile à manger les produits de nos champs ; elles constituent donc une voie obligée pour le développement de la RDC.

Le pays a donc traversé des fortes zones de turbulences qui demandent que nous puissions serrer tous les ceintures au lieu de croire que les turbulences sont le fait du pilote. Attention, prendre un simple passager pendant les turbulences et l'amener dans le cockpit en lieu et place du pilote peut amener au crash. Et l'on sait combien de survivants échappent d'un avion qui tombe de 36 000 pieds. Le BUREC invite le peuple congolais et les acteurs politiques en particulier à ne pas être les maîtres de la « *théorie du chaos* ».

Voilà pourquoi au regard de toutes les incertitudes que leurs auteurs promènent ça et là, le BUREC soutien l'organisation d'une grande messe nationale que le Chef de l'Etat appelle affectueusement "Dialogue National".

Refuser au peuple congolais de parler de ses problèmes, de ses éventuelles zones de turbulences, de ses pilotes, des apprentis pilotes-passagers, c'est empêcher à ce même peuple de trouver sa propre thérapeutique appropriée. Le BUREC n'est donc pas partisan de la « *théorie du chaos* » ou mieux de la « *théorie de la terre brûlée* ». Ne brûle sa terre que celui qui ne s'en inquiète pas ou mieux qui peut trouver la facilité d'aller où il veut. Or le peuple

Congolais n'a d'autre lieu où aller que dans ce pays à la fois sa terre natale, d'asile et terre de refuge.

C'est dans cette perspective que le BUREC n'hésite pas à aborder les questions qui fâchent certains acteurs politiques qui, souvent veulent donner l'impression qu'il n'y a que eux qui se soucient du peuple.

Etre dans l'opposition politique n'est pas synonyme d'intelligence exponentielle. Etre dans l'opposition politique n'est pas synonyme de bien diagnostiquer le mal congolais et d'avoir les bons yeux pour tout voir.

Etre dans la Majorité Présidentielle n'est pas non plus un signe qui traduit l'insouciance devant les défis auquel est confronté le peuple. L'appartenance, de chaque acteur, dans sa famille politique est une question de conviction et non d'apparence ostentatoire.

Voilà ce qui m'amène à aborder ici quelques questions qui fâchent, c'est le cas des enjeux liés du processus électoral actuel. En effet, En effet, en avril 2015, les partis politiques et les indépendants ont déposé les listes de leurs candidats avec espoir que les élections des Députés Provinciaux devraient avoir lieu le 25 octobre 2015.

Hélas ! en dépit de l'expiration du délai imparti au règlement des contentieux électoraux, la CENI n'a pas été capable de publier les listes définitives et d'organiser les scrutins dans le délai calendaire. Ce retard enregistré dans l'organisation des élections est aujourd'hui émaillé des défections et décès des candidats ainsi que du désengagement ou du désintéressement des autres en cette période où certains acteurs frondent de leurs anciennes alliances en affichant leur faible capacité de gérer leurs ambitions à l'approche des tournants et enjeux décisifs et d'autres font défection presque comme ces généraux et colonels qui avaient déserté les FARDC pendant la phase décisive d'en découdre avec l'ennemi.

Voilà pourquoi les congressistes devraient également se pencher sur cette question qui nécessite la nouvelle convocation de l'électorat pour permettre aux Partis politiques d'actualiser leurs listes électorales et à ceux qui ont manqué au rendez-vous de déposer les leurs.

Mesdames et Messieurs ;

Une autre question qui fâche, c'est également le cas de la Constitution de RDC qui fait polémique et débat. En effet, au sujet de la Constitution de la RDC, le BUREC est très respectueux de ce texte fondamental obtenu grâce à un consensus. Le BUREC a, toute fois, ses critiques qui fondent ses convictions sur l'avenir meilleur de la RDC.

Pour le BUREC, les hommes et les femmes qui ont conçu cette constitution ne sont pas spéciaux pour faire croire que jamais la RDC n'aura plus jamais d'autre constitution jusqu'à la fin du monde. Parce que même dans les pays considérés comme des référentiels démocratiques, ces genres d'exercice s'y sont produits et se produisent.

Deux cas illustrent bien cette pensée. Tenez ! En France, pays souvent cité comme modèle, il faut noter 24 révisions constitutionnelles depuis 1958 à ce jour, les plus importantes étant :

- La réforme du 06 novembre 1962 instituant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct alors que la révolution française date de 1789, soit 173 ans après ;
- La réforme de 1999 pour rendre effective la parité hommes/femmes en vue d'accéder aux mandats électoraux et aux fonctions électives ;
- La réforme du 02 octobre 2000 qui met fin au septennat en instaurant un mandat de 5 ans en France soit 211 ans après la révolution française ;
- La réforme du 23 juillet 2008 par laquelle le Président Français a été interdit de briguer plus de deux mandats successifs. Cela s'est passé en France il y a 7 ans seulement et 219 ans après la révolution Française.

Ce cas de la France démontre à suffisance que le pays évolue par bonds de tâtonnements. Et la RDC n'est pas un cas spécifique où les acteurs politiques se considèrent comme s'ils étaient les pères fondateurs de la démocratie et donc détenteurs de tous les secrets.

Le deuxième cas illustratif concerne les Etats Unis d'Amérique. Tenez aussi! C'est dans ce pays de l'Oncle SAM où un Président est allé jusqu'à 4 mandats. Franklin DELANO ROOSEVELT comme c'est de lui qu'il s'agit, fut donc le premier Président à être élu pour quatre mandats car élu le 8 novembre 1932,

le 03 novembre 1936, réélu respectivement le 5 novembre 1940 et le 7 novembre 1944. Il meurt le 12 avril 1945 en plein exercice de son 4^{ème} mandat. Personne ne sait ce qui arriverait aux USA si Franklin ROOSEVELT n'était pas mort. Personne ne sait non plus ce qui aurait été la suite réservée à cet homme politique des USA d'où nous viennent tous les avertissements au sujet de notre politique intérieure. Et pourtant cela est arrivé aux USA 168 ans après la révolution américaine considérée par ailleurs comme l'indépendance de ce pays.

Les exemples sont légion et chacun peut contacter les services d'archives du BUREC pour s'enrichir d'expériences d'ailleurs. Si donc ces exemples sont soulevés, ce n'est pas que le BUREC a un agenda caché mais c'est pour démontrer que chaque peuple, chaque pays a sa propre histoire qu'il trace lui-même.

C'est pourquoi la Constitution congolaise stipule en son article 5, je cite : "*la souveraineté nationale appartient au peuple. Tout pouvoir émane du peuple qui l'exerce directement par voie de référendum ou d'élections et indirectement par ses représentants*". Pour le BUREC, c'est au peuple et à lui seul à qui appartient la souveraineté.

Si donc le peuple est invité à un référendum par les personnes dont la Constitution en son article 218 reconnaît l'initiative, cela n'est nullement une violation de la Constitution. Par contre, refuser au souverain primaire de se prononcer sur toute question par voie du référendum est une violation flagrante de la constitution et cela est passible de haute trahison.

Toutes ces réflexions, le BUREC se les donne comme matière didactique dans la formation de ses cadres en vue de les mettre à l'abri des vendeurs du vent qui prônent l'hécatombe ou la fin du monde congolais si ces genres de questions sont abordées.

Mesdames et Messieurs, Distingués Invités ;

Ce ne sont pas là les matières du Congrès mais le BUREC voulait partager avec vous le contenu de son menu quotidien auquel il invite tous les penseurs et hommes politiques car la lecture partielle des textes des lois ou de la Constitution fausse souvent le déroulement de l'exercice démocratique.

Je voudrai également partager avec vous les réalités de nouvelles Provinces pour lesquelles le BUREC remercie le Président Joseph KABILA à avoir désigné

un de ses membres à Isiro comme Commissaire Spéciale Adjointe en charge des questions économiques, financières et de développement dans la Province du Haut-Uelé. Il s'agit de Madame Geneviève ABANAKYELO ATOO qui est le premier cadre à avoir bénéficié d'une Ordonnance Présidentielle dans l'histoire politique du BUREC.

Mesdames et Messieurs, Distingués Invités ;

J'ai toujours eu une analyse critique mais objective sur les nouvelles Provinces non pas au sujet de leur existence car constitutionnelles mais au sujet de leur fonctionnement. Beaucoup de mes analyses sont connues notamment celle faite dans les ateliers que le parti politique PALU avait organisés à Kinshasa en décembre 2014.

Aujourd'hui, en conformité avec moi-même, je sais pertinemment bien que ce que dit la constitution est opposable à tous. C'est pourquoi certains hommes politiques qui soutiennent que le démembrement des Provinces est l'œuvre d'une personne, ils n'ont qu'à relire l'article 2 de la Constitution originelle de 2006 qui, en son temps, avait fixé un délai de 36 mois à dater de l'installation du Sénat pour que l'installation des nouvelles provinces soit effective.

Et comme nous ne sommes pas isolés du reste du monde, le BUREC partage avec vous quelques réalités des pays pris au hasard.

L'Espagne 5 fois plus petit que la RDC, avec sa superficie de 504.645 km², a 50 provinces. Si on suivait cette logique espagnole la RDC aurait plus ou moins 250 Provinces.

La Belgique, 80 fois plus petite que la RDC a 10 Provinces. La logique mathématique nous amènerait à 800 provinces.

La Tanzanie plus près de nous presque 3 fois plus petite que la RDC a 26 régions. L'expérience Tanzanienne ferait de la RDC un pays avec 78 provinces.

Tout le monde peut donc se rendre compte que la question du nombre des Provinces en RDC est un faux débat car même l'Algérie plus grande que notre pays a 48 Provinces appelées Willayas et 553 districts.

Mesdames et Messieurs, Distingués Invités ;

Le BUREC est fier de s'être davantage consolidé comme acteur, non qui subit les événements et les faits politiques mais plutôt qui agit à travers ses

réflexions apportées sur des questions débattues dans la sphère politique. Grand parti de rassemblement des masses, attaché aux valeurs républicaines, de patriotisme, d'unité, de liberté, d'égalité, de justice, de paix, de progrès et de démocratie, le BUREC, dans sa phase de consolidation et d'affirmation de son identité s'emploie, chaque jour, à jouer pleinement le rôle classique d'un parti politique moderne. Il est entrain de s'affirmer à la fois comme une arène des débats politiques et comme un agent de socialisation. Et aujourd'hui, il se déploie pour être une véritable machine électorale.

En outre, s'il faut parler expressément de notre grande famille politique, la Majorité Présidentielle, sous l'Autorité de Joseph KABILA, celle-ci a déjà beaucoup fait, pour ce pays, pour son peuple, mais elle doit faire et réaliser davantage pour donner espoir et confiance à la RDC et à son peuple. Ce peuple attend beaucoup de nous.

Notre leitmotiv est et doit demeurer, à tout point de vue, l'avenir radieux de la RDC, la sauvegarde de ses intérêts et la vision du Chef de l'Etat. C'est tous ensemble, unis et solidaires, que nous ferons la prospérité et la grandeur de ce pays, dans l'unité et la cohésion. C'est tous ensemble et de concert avec les organisations de la société civile et les autres associations acquises à la cause de la RDC et de son peuple, que nous combattons la corruption et les autres antivaleurs pour porter haut les idéaux de la justice, du travail, du développement et de bonne gouvernance, qui sont le fondement d'un Etat de droit et d'une nation émergente.

Dans cette grande famille, notre âge comme BUREC traduit une jeunesse qui navigue dans des vieilles faiblesses parfois fragilisantes, mais les contributions que nous devons apporter à la consolidation de cette famille du Chef de l'Etat commandent une grande maturité dans l'œuvre de la pacification et du développement de la RDC.

A peine né, nous nous sommes soumis aux responsabilités qui incombent à un Parti au pouvoir, avec les lourdes responsabilités que cela implique notamment la difficulté de nous justifier devant la facilité de ceux qui nous critiquent. Il nous faut donc être à la hauteur des espoirs placés en nous. C'est cela la Grandeur en politique.

***Mesdames et Messieurs, Distingués Invités ;
Chers Compagnons Congressistes ;***

Le BUREC doit rester fidèle à ses engagements en s'efforçant d'être également un Parti ouvert et fédérateur de toutes les forces patriotiques et démocratiques de notre pays; un Parti ouvert à toutes les couches socio-professionnelles ; un Parti qui fait de la place aux nouveaux adhérents ; un Parti fidèle et reconnaissant à ses militants qui, depuis toujours, œuvrent pour son rayonnement.

Le nom « Bloc Uni pour la Renaissance et l'Emergence du Congo », est, à lui seul, un condensé, à la fois, de la raison d'être de notre Parti, de ses buts et objectifs et de sa philosophie politique. Notre Parti est, en effet, né pour promouvoir la vision prospective dans la gestion de la chose publique. Mais s'il faut le savoir et reconnaître qu'il n'y a pas meilleure voie, meilleur moyen pour ce faire que la participation consciente et raisonnée du Peuple lui-même, à travers toutes ses composantes. Et l'un des enjeux les plus importants du BUREC aujourd'hui demeure, justement le renforcement de la mobilisation de toutes ses forces, en vue de se préparer à affronter les échéances politiques à venir.

Tout ce qui a été fait dans ce monde l'a été grâce à la méthode de l'action populaire. En effet, l'action populaire a permis à tous les gouvernements de faire face aux défis afin de développer leur société. Dès lors, le BUREC ne proclame pas une nouvelle doctrine globale, il se contente d'affronter des problèmes. Il recherche des solutions en lien avec les mouvements de la société, il le fait à la lumière de l'expérience de ses militants. Sa méthode intellectuelle est le débat raisonné et argumenté *sans a priori*. L'appui que son projet recherche réside dans une société mobilisée et de citoyens motivés. Pour rappel, le combat politique n'a de sens que s'il conduit à la satisfaction des besoins des populations et à la consolidation de la nation.

Chers camarades, C'est à vous que je m'adresse ;

Maintenant que nous allons rester seuls comme congressistes pour réfléchir, concevoir et innover, le BUREC doit être un Parti des masses, de ses militants et non un Parti d'état-major. La libre discussion que nous encourageons ne doit pas conduire à l'anarchie et aux luttes des factions. Les responsables du

parti à tous les niveaux doivent garder contact avec la base et rester accessible et non se recroqueviller comme dans une sorte de tour d'ivoire.

En effet, la voie des grandes ambitions nous est donc ouverte. Cependant, sans réelle perspective, il n'existe pas de rénovation et la meilleure façon de prédire l'avenir, c'est de le créer et de le construire. Nous avons l'obligation de mener la compétition devant le peuple et la gagner dans des conditions qui ne compromettent pas les chances de la Gauche pour l'avenir. Il faudra expliquer, argumenter et surtout convaincre.

C'est aussi cela le travail que toute notre famille politique, la Majorité Présidentielle, devrait faire car le Philosophe Gaston BACHELARD souligne bien que, je cite : "*l'avenir, ce n'est pas ce qui va arriver, c'est ce que nous allons faire*".

Pour terminer, *Mesdames et Messieurs*, je voudrais que les rangs de notre Parti s'ouvrent encore davantage aux femmes qui tiennent une place de plus en plus importante dans notre société et aux jeunes qui sont déjà majoritaires ainsi qu'aux vieux. Il est indispensable de s'ouvrir davantage à toutes les couches afin de les associer pleinement à nos actions à tous les niveaux et enrichir nos réflexions dans un processus d'échanges intergénérationnels.

Je vous demande donc de vous concentrer sur l'avenir du Parti, sur la manière dont nous allons essayer d'offrir un autre futur à la RDC et à notre peuple.

Nous voulons être à l'école de ceux qui luttent en apprenant avec modestie à l'école de ceux qui vainquent.

C'est sur cette note d'espoir que je déclare ouverts les travaux de notre Congrès.

Je vous remercie !

= : Honorable Julien PALUKU KAHONGYA :=

Nom du document : DISCOURS D'OUVERTURE ET D'ORIENTATION JPK CONGRES BUREC
OK
Répertoire : C:\Windows\system32
Modèle : C:\Users\User\AppData\Roaming\Microsoft\Templates\Normal.dot
m
Titre :
Sujet :
Auteur : User
Mots clés :
Commentaires :
Date de création : 12/11/2015 21:26:00
N° de révision : 14
Dernier enregistr. le : 13/11/2015 15:14:00
Dernier enregistrement par : User
Temps total d'édition : 375 Minutes
Dernière impression sur : 13/11/2015 15:17:00
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages : 14
Nombre de mots : 4 542 (approx.)
Nombre de caractères : 24 986 (approx.)